



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MESURES DE RELANCE DE L'ACTIVITE, DE SOUTIEN DE L'EMPLOI ET DE JUSTICE

Suivi régional LANGUEDOC-ROUSSILLON

Données actualisées le 15/01/2010

Après avoir conforté notre système financier fragilisé par la crise financière née outre atlantique, le Président de la République a pris depuis l'automne 2008 une série de mesures exceptionnelles pour surmonter la crise mondiale qui a affecté notre pays.

Dès octobre 2008, des mesures furent décidées pour stimuler l'activité et l'emploi : augmentation des contrats aidés, premières extensions des contrats de transition professionnelle, plan PME, création du fonds stratégique d'investissement.

En décembre 2008, le Président de la République a annoncé à Douai un plan de relance massif doté de 26 milliards d'euros pour soutenir l'investissement, sauver des emplois et aider les ménages. Ce plan, dont la responsabilité est confiée à Patrick DEVEDJIAN, prépare l'après crise en améliorant la compétitivité de notre économie et des territoires grâce à un effort d'investissement sans précédent, associant les entreprises publiques et les collectivités territoriales. Pour plus de 4 millions de ménages, il s'est traduit par le versement en avril 2009 d'une prime de solidarité active de 200 euros, anticipant l'entrée en vigueur du revenu de solidarité active (RSA) au 1er juin 2009.

Le 18 février 2009, à l'issue d'un sommet social avec les partenaires sociaux, le Président de la République a décidé de nouvelles mesures de justice et de solidarité pour les plus fragiles et les victimes de la crise. Ainsi, en 2009, 6 millions de foyers modestes paieront moins d'impôt sur le revenu. Un Fonds d'investissement social a été créé : il sera doté de 2,5 à 3,0 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros par l'Etat.

Le 24 avril 2009, le chef de l'Etat a annoncé, un plan de 1,3 milliard d'euros pour la formation, l'apprentissage et la professionnalisation des jeunes de moins de 26 ans. L'objectif est d'aider 500 000 jeunes à s'insérer dans la vie active d'ici à juin 2010.

Toutes ces mesures amplifient les effets de la revalorisation de nombreuses prestations sociales et des allègements fiscaux en direction des entreprises et des ménages adoptées depuis 2007.

Au total, l'ensemble des mesures prises par le gouvernement a trois axes :

- le soutien de l'activité, au travers notamment de l'investissement public, de la création de nouveaux logements de l'appui aux secteurs industriels fragilisés et de l'aide au financement des entreprises.
- le soutien de l'emploi au travers notamment de mesures de revalorisation de l'activité partielle et de renforcement des dispositifs de reclassement professionnel et de formation.
- la justice en direction des salariés précaires et des familles modestes au travers de mesures d'allègement fiscal, de solidarité et de revalorisation de prestations.

Ces mesures qui préparent l'avenir doivent être mises en oeuvre en toute transparence. L'état d'exécution des principaux programmes et actions, qui est présenté ci-après, sera donc actualisé chaque mois.

SYNTHESE POUR LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Investissements et activités économiques soutenus par l'Etat

- 181 840 890 euros : montant des investissements publics engagés
- 2 457 275 028 euros : montant des investissements des collectivités locales associés au FCTVA
- 4 171 : nombre de logements sociaux et privés financés
- 21 152 : nombre de véhicules ayant bénéficié de la prime à la casse

Emplois sauvés, créés ou aidés

- 81 959 : nombre d'emplois aidés par l'Etat depuis le 1er janvier 2009
- 12 720 : nombre de personnes aidées à entrer dans la vie active depuis le 1er janvier 2009
- 3 762 : nombre de personnes aidées à reprendre un emploi depuis le 1er janvier 2009
- 1 952 : nombre d'entreprises soutenues par une intervention de l'Etat, notamment un prêt, une garantie ou un investissement

Justice

- 113 436 113 euros apportés aux 667 909 foyers les plus fragiles

N.B. : Les tableaux suivants comportent encore quelques cases non renseignées. Elles le seront progressivement.

I - SOUTIEN A L'ACTIVITE

I - 1 - Avancement des projets d'investissement public

Projets	Enveloppe AE (en €)	Enveloppe CP (en €)	Montant total des travaux (en €)	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)
ACTION 01 - Infrastructures et équipements civils	43 312 183	53 366 935	142 477 857	35 866 449	31 302 019
S/ACT 01 - Entretien routier	8 097 500	8 088 000	17 082 618	8 225 556	7 537 571
S/ACT 02 - Programme de modernisation des itinéraires routiers	25 600 000	17 800 000	29 545 510	18 329 885	8 983 484
S/ACT 03 - Régénération du réseau ferré		900 000	2 680 000		267 999
S/ACT 04 - Accélération des contrats de projets Etat-régions ferroviaires	4 500 000	18 845 000	27 755 888	4 500 000	6 920 075
S/ACT 05 - Acquisitions foncières et travaux préparatoires des grands projets ferroviaires et fluviaux					
S/ACT 06 - AFITF					
S/ACT 07 - Voies navigables			31 501 415	501 415	500 510
S/ACT 08 - Entretien portuaire					
S/ACT 09 - Outre-mer					
S/ACT 10 - Investissements territoriaux	1 247 500	5 153 095	13 966 533	1 247 500	4 090 339
S/ACT 11 - Agriculture durable - efficacité énergétique			37 910	37 910	
S/ACT 12 - Santé - Hôpitaux psychiatriques	1 751 183	1 401 183	17 134 983	1 251 183	1 251 183
S/ACT 13 - Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	1 000 000	300 000	1 000 000		
S/ACT 14 - Equipement numérique des écoles rurales	1 116 000	879 657	1 773 000	1 773 000	1 750 857
S/ACT 15 - Recherches archéologiques préventives					
ACTION 02 - Enseignement supérieur et recherche	6 521 544	11 121 544	26 847 134	7 107 781	10 819 600
S/ACT 01 - Etudes Opération Campus et contrats de partenariat public-privé					
S/ACT 02 - Mises en sécurité, travaux lourds de rénovation et accessibilité	4 218 304	4 218 304	6 973 828	3 871 647	3 871 647
S/ACT 03 - Désamiantage et mise en sécurité de Jussieu					
S/ACT 04 - Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 et contrats de projets 2007-2013	1 800 000	6 400 000	15 270 066	1 800 000	6 400 000
S/ACT 05 - Logement étudiant (réseau des uvres)			4 100 000	940 000	51 819

Projets	Enveloppe AE (en €)	Enveloppe CP (en €)	Montant total des travaux (en €)	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)
S/ACT 06 - TGIR, flotte océanographique et Fonds démonstrateurs					
S/ACT 07 - Nanotechnologies	503 240	503 240	503 240	496 134	496 134
S/ACT 08 - Technologies de défense					
ACTION 03 - Equipements de défense et de sécurité					
S/ACT 01 - Equipements de défense					
S/ACT 02 - Equipements en véhicules de la police et de la gendarmerie					
ACTION 04 - Patrimoine	20 484 359	17 097 615	130 793 515	19 123 980	10 156 309
S/ACT 01 - Patrimoine du ministère de la justice	2 064 305	1 821 449	2 064 305	1 610 058	761 290
S/ACT 02 - Patrimoine du ministère de la culture	2 797 500	3 632 500	14 572 810	3 123 500	2 670 510
S/ACT 03 - Immobilier de la Défense	9 915 400	5 742 300	8 890 414	8 415 520	4 874 588
S/ACT 04 - Etat exemplaire	5 707 154	5 901 366	105 265 986	5 974 902	1 849 921
Total	70 318 086	81 586 094	300 118 506	62 098 209	52 277 928

	Nombre de conventions signées	Montant FCTVA payé (en €)	Montant d'investissement sous-jacent (en €)
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	782	190 265 687	2 457 275 028

Investissement des grandes entreprises publiques	Opérations	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)
La Poste	Nombre d'opérations prévisionnelles : 39 Nombre d'opérations engagées: 39	10 318 159	10 318 159
GDF Suez			
RATP			
SNCF			
EDF		91 229 586	90 936 586

I - 2 - Programme exceptionnel en faveur du logement

Construction de logements sociaux

	Nombre de logements prévus	Nombre de logements financés	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)	Emplois prévus
Logement locatif social vendu en l'état futur d'achèvement (VEFA)		1 206	6 809 655		1 447
Logement locatif social - prêt locatif à usage social (PLUS)	2 937	1 247	3 638 171		1 497
Logement locatif social - prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)	1 330	603	7 464 126		724
Logement locatif social - prêt locatif social (PLS)	1 436	546			654
Logement locatif social - prêt locatif social (PLS - privé)	1 436	326			390

	Nombre de logements	Montant (€)
Nouvelle réduction d'impôt sur le revenu des ménages investissant dans un logement locatif	182	61 783 230

Rénovation urbaine

	Enveloppe AE (en €)	Enveloppe CP (en €)	Montant total des travaux (en €)	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)	Emplois prévus
Opérations Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)	7 000 000	7 000 000	90 092 399	7 014 112	3 735 355	1 091

Aides aux particuliers pour l'acquisition d'un logement neuf

	Nombre de logements prévus	Nombre de logements financés	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)	Emplois prévus
PASS Foncier	1 299	61			73

	Nombre de prêts	Montant des prêts (en €)
Prêt à taux zéro doublé pour l'achat d'un logement neuf	3 787	135 189 162

Aides pour la rénovation de logements

	Nombre de logements prévus	Nombre de logements financés	Montant engagé (en €)	Montant payé (en €)	Emplois prévus
Logements Agence nationale de l'habitat (Anah)	3 565	2 701	11 180 823	1 614 781	604

Note : les fiches des mois précédents indiquaient par erreur des chiffres d'emplois concernés pour l'action ci-dessus trop élevés et ne correspondant pas aux ratios utilisés habituellement pour la rénovation dans le bâtiment. Ils ont été revus à la baisse ce mois-ci.

	Nombre de prêts	Montant des prêts (en €)
L'Eco prêt à taux zéro	1 821	29 031 784

I - 3 - Soutien aux entreprises

	Nombre de bénéficiaires	Montant (en €)
OSEO - prêts	1 073	72 146 732
OSEO - Garanties de prêts	380	109 510 688

	Nombre de bénéficiaires	Montant (en €)
Aide au remplacement de véhicules anciens (prime à la casse)	21 152	21 152 000
Fonds stratégique d'investissement (FSI)	2	
Fonds de modernisation des équipementiers de l'automobile (FMEA)		

	Nombre de dossiers acceptés en médiation	Nombre de médiations réussies
Médiation du crédit	833	497

	Nombre de dossiers	Nombre d'accords signés	Nombre d'emplois concernés
Comité interministériel de restructuration industrielle			

	Nombre de réunions	Nombre de dossiers traités	Nombre d'emplois concernés
Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises	10	33	2 581

II - SOUTIEN A L'EMPLOI

Maintien en emploi	Nombre de bénéficiaires depuis le 01/01/2009 (salariés ayant été en activité partielle, en cumul)	Nombre d'heures consommées	Montant des aides de l'Etat versées pour l'indemnisation (cumul en € depuis le 01/01/2009)
Activité partielle		655 533	2 694 575

Soutien à la création d'emplois	Nombre d'embauches réalisées, ayant donné lieu à un dépôt de dossier (au fil de l'eau)	Nombre de salariés ayant donné lieu à paiement trimestriel (cumul)	Montant cumulé en € depuis le 01/01/2009
« Zérocharges » pour les embauches dans les très petites entreprises	56 701		

Soutien à la création d'emplois	Nombre de personnes accompagnées	Montant cumulé en € depuis le 01/01/2009	Volume total des prêts NACRE notifiés (en €)
Nouveau dispositif d'accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (nacre)	1 158	744 960	2 620 150

Soutien à la création d'emplois	Nombre de personnes entrées dans le dispositif depuis le 01/01/2009 (flux cumulés)	Nombre de personnes actuellement bénéficiaires (stock en fin de mois)	Montant cumulé en € depuis le 01/01/2009
Contrats initiative emploi (CIE)	4 626	3 464	13 183 394
Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	16 520	11 908	70 790 647
Contrats d'avenir (CAV)	2 954	2 672	16 975 265

Soutien à l'entrée dans la vie active	Nombre de personnes entrées en contrat depuis le 01/01/2009 (flux cumulés)	Dont nombre de contrats aidés par les mesures nouvelles (stock en fin de mois)	Montant (€) cumulé versé au titre des mesures nouvelles
Contrats de professionnalisation (prime de 1000 ou 2000 €)	3 832		
Contrats d'apprentissage (zéro charges apprentis + prime de 1800 euros)	8 728		

Soutien à l'entrée dans la vie active	Nombre de bénéficiaires	Montant (€) cumulé depuis le 01/01/2009
Aide à l'embauche de stagiaire en CDI (mesure de déprécarisation des stages) (flux cumulé)	160	240 000
Ecoles de la deuxième chance (E2C) (stock)		

Aide à la reprise d'emploi et appui à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	Nombre de personnes entrées dans le dispositif depuis le 01/01/2009 (flux cumulés)	Nombre de personnes actuellement bénéficiaires (stock en fin de mois)	Montant (€) cumulé depuis le 01/01/2009
Convention de reclassement personnalisée (CRP)	3 762	2 568	
Contrat de transition professionnelle (CTP)			
Engagement développement de l'emploi et des compétences (EDEC / GPEC)	<p>Accords d'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) - Accord sectoriels nationaux signés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Textile : 300 000 salariés concernés, reconduction de l'accord cadre ADEC 2006-2008. Signé en février 2009 pour la période 2009 - 2011. Budget prévisionnel : 43 M€ dont un engagement de l'Etat à hauteur de 10 M€. - BTP et Construction : 30.000 bénéficiaires potentiels au total. Signé en mai 2009 pour la période 2009 - 2011. Budget prévisionnel : 60 M€ dont un engagement de l'Etat à hauteur de 18 M€. - Travail temporaire : Signé en mai 2009 pour la période 2009 - 2010. Budget prévisionnel : 23 M€ dont un engagement de l'Etat à hauteur de 7 M€. - Vente à distance : Signé en juin 2009 pour la période 2009 - 2011. Budget prévisionnel: 32,4M€ dont engagement Etat de 9,7M€; 8 300 bénéficiaires potentiels dont 75% de catégories dites prioritaires (ouvriers et employés) et 35% de plus de 45 ans. - Presse écrite : Signé en juin 2009 pour la période 2009 - 2011. Budget prévisionnel: 18.5M€ dont engagement Etat de 5.5M€ et OPCA - entreprises : 13M€; 6000 bénéficiaires potentiels. - Industries chimiques : Signé en juillet 2009 pour la période 2009 - 2011. Budget prévisionnel: 27.5M€ dont engagement Etat de 9M€ et OPCA - entreprises : 18.5M€. 6850 bénéficiaires 		

Aide à la reprise d'emploi et appui à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	Nombre de personnes entrées dans le dispositif depuis le 01/01/2009 (flux cumulés)	Nombre de personnes actuellement bénéficiaires (stock en fin de mois)	Montant (€) cumulé depuis le 01/01/2009
	<p>potentiels.</p> <p>- Centres de relation clientèle : Signé en juillet 2009 pour la période 2009 - 2012. Budget prév.: 18M€ dont engagement Etat de 6.4M€ et OPCA - entreprises : 9.1M€. 5300 bénéficiaires potentiels.</p>		

III - JUSTICE

	Nombre de bénéficiaires	Montant (€)	Date de versement
Crédit d'impôt attribué aux foyers fiscaux dont le revenu imposable par part est inférieur à 12 475 €	218 538	37 569 282	
Prime de 500 € pour les travailleurs précaires	1 545	772 500	A compter d'avril
Prime de solidarité active de 200 €	240 042	48 008 608	06/04/2009
Prime de 150 € pour les familles modestes	139 596	20 939 283	
Augmentation de +6,9 % du minimum vieillesse (hausse de 633 à 677 € par mois au 1er avril 2009)	19 045	8 379 800	05/01/2010
Augmentation de +4,4 % de l'Allocation adulte handicapé (hausse de 652 à 667 puis 681 € par mois au 1er septembre 2009)	41 377	7 066 166	5/12/09

	Nombre de foyers ayant reçu des bons d'achats	Nombre de personnes ayant consommé des bons d'achat	Montant consommé (€)	Date de versement
200 € en bons d'achats de services à la personne	68 188	32 332	6 146 440	Juin